



CIBLE

Panique

Parabole. Une place tranquille, dans une petite ville sans histoire. Des ménagères bavardent. Des enfants jouent. A la terrasse du café, les habitués regardent le temps passer.

Surviennent trois hommes qui hurlent : « *gardez votre calme !* » ; « *nous avons le contrôle de la situation !* ». Il est évident que la population éprouvera une angoisse qui sera commentée par les éditorialistes décrivant une « France inquiète » qui attend d'être « rassurée » par le gouvernement. Lequel prendra des mesures d'urgence - alerte aérienne, fouille des véhicules - qui augmenteront l'inquiétude.

Tel est le climat qui règne en France. Les poses martiales de Jacques Chirac, les rumeurs répercutées par les médias et le mélange instable de dramatisation et de propos rassurants créent dans notre pays une atmosphère de trouble et de violence qui risque d'engendrer ce qu'on voudrait éviter : le passage à l'acte de quelques fanatiques, le geste criminel d'un fou. Comme toujours, la classe politico-médiatique réagit de manière irresponsable.

AFGHANISTAN

Non à la guerre !

Projets

La fin du laisser faire

p. 6/7

Diplomatie

L'Europe absente

p. 5

Une lettre pour le Gouverneur

Situés dans une rue proche de la Banque de France, nous avons reçu, par suite d'une erreur (ou d'une malveillance ?) une lettre qui ne nous était pas destinée. Heureux de participer avec les grands médias au développement de la paranoïa dans notre pays, nous portons cette étrange missive à la connaissance de nos lecteurs.

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France,

Citoyen de l'Europe, j'attire votre attention sur le climat malsain qui règne en France et sur les complots qui se trament dans l'ombre. Les ennemis de l'euro, « notre monnaie » comme dit très bien la publicité, sont partout ! Ils vous espionnent : j'en ai vu deux qui prenaient des notes en ricanant, pendant que vous faisiez une très intéressante conférence. J'ai pu avoir leurs noms : Renouvinard, qui se dit journaliste mais qui est un agent des services gaullistes et Sylvie Fernoy, haut fonctionnaire qui se cache sous un pseudonyme pour vous insulter. J'ai pu prendre une photo (je vends le cliché 1 000 euros, au cas où vous seriez intéressé) de cette femme qui a un physique typiquement oriental, si vous voyez ce que je veux dire.

Mais il y a pire que les Ben Laden de la rue des Petits-Champs : de faux amis, qui vous trahissent, et les syndicats rouges.

Monsieur le Gouverneur, il y a des agents de la cinquième colonne qui sont infiltrés partout, et qui diffusent plein de mauvaises nouvelles en se servant de *La Tribune de l'Économie* et des *Échos*. Les directeurs de ces journaux sont d'une moralité à toute épreuve et ils défendent très bien l'euro, qui permettra d'écraser encore plus les salaires d'ouvriers beaucoup trop payés. Mais il faut leur dire d'éradiquer sans attendre les félons qui distillent à longueur de colonnes la propagande gaulliste. Par exemple une certaine I.S., qui écrit dans notre chère *Tribune* du 17 octobre que « les campagnes de communication massive autour de l'euro semblent n'avoir que peu

d'effets sur la perception des Français de la monnaie unique » et que plus de la moitié des habitants des autres pays « appréhendent » le passage à l'euro. Autant dire que tout le monde s'en moque comme de l'an 40 (alors que c'est l'année de la divine surprise du Maréchal) et qu'on dépense de l'argent pour rien ! « Appréhendent », qu'elle dit ! C'est elle qu'il faut faire appréhender après licenciement. Même chose aux *Échos* : le 3 octobre, un article non signé (comme par hasard !) désinformait les lecteurs en leur apprenant (sic) que 50 % des commerçants français craignent que les conséquences du passage à l'euro ne soient négatives.

Comment se fait-il qu'on insiste sadiquement sur le montant exorbitant des commissions prélevées par les banques sur l'émetteur (dans un pays) et sur le récepteur

(dans un autre pays) de chèques en euros et des commissions sur virement ? Mon banquier personnel me l'a dit : on a perdu tellement d'argent en spéculant sur les marchés financiers qu'il faut bien qu'on se rattrape quelque part.

Comment se fait-il, enfin, que dans une agence de la Banque de France que je pourrais citer, un client modeste qui avait quelques économies en billets français s'est vu conseiller d'acheter des dollars ? C'est scandaleux !

Monsieur le Gouverneur, il faut sévir contre les syndicats judéo-bolchéviques et les agitateurs trotskistes. A la mi-octobre, les employés de l'imprimerie de Chamalières, dont les machines doivent tourner jour et nuit pour produire les billets en euro, étaient en grève depuis six semaines ! Ils réclament des conditions de travail normales ! Qu'on les arrête pour sabotage !

Il faut aussi prévoir des rafles préventives chez les convoyeurs de fonds, qui veulent se mettre en grève en décembre, parce qu'ils redoutent une charge de travail supplémentaire et une augmentation considérable des risques physiques. Au trou, les trouillards ! Et qu'on fusille les agents provocateurs !

Engagé à dix-huit ans dans la Milice, je suis prêt à reprendre du service. Je sais faire parler les agents gaullistes, croyez-moi. Et je suis prêt à mater les communistes de la CGT, les terroristes de FO et les agents troubles qui contaminent les rangs de nos amis de la CFDT.

Gouverneur, nous voilà !

BUG PARANOIAK

Ils s'obstinent, ces cannibales !

L'application des règles économiques « orthodoxes » n'a pas empêché l'Europe d'entrer en récession. L'obstination ultra-libérale ne fera qu'aggraver les choses et risque de nous faire basculer dans une véritable dépression.

Voilà bien notre pessimisme ! Notre malveillance systématique ! Notre acharnement contre la gauche, et surtout contre Lionel Jospin, cet homme de bonne volonté ! Le temps qui passe dissout ces reproches, et une relecture de nos articles de conjoncture montre que nos critiques ne procédaient pas d'une agressivité pathologique ou d'un chiraquisme masqué.

Nous avions dit que le regain d'activité économique ne pouvait être porté au crédit de Lionel Jospin, et qu'il ne devait pas être tenu pour responsable de la baisse prévisible de la croissance. En effet : on ne tire pas sur un brancardier-chef qui marche, lourdement entravé, sur un champ de mine. On tire encore moins sur un sous-fifre qui tente de promouvoir son patron : le livre attribué à Olivier Schrameck est un non-événement que nous n'avons pas jugé utile de commenter.

Quant à notre prétendu pessimisme, il tenait simplement à l'analyse inquiète d'une crise systémique - celle du système ultra-libéral dans son ensemble, d'un bout à l'autre du monde. L'euphorie boursière et les illusions de la « nouvelle économie » ont permis aux dirigeants euro-atlantiques de se cacher la vérité. Indifférents aux désas-

tres qui frappent l'Argentine et la Turquie, à la misère et aux maladies qui tuent chaque année des millions d'Africains, aux immenses difficultés de la Russie et de l'Est européen, ils n'ont pas voulu voir que l'économie japonaise resterait, pour longtemps, dans un état lamentable, et que le krach des valeurs technologiques, l'année dernière, assombrissait les perspectives.

Comme les dirigeants soviétiques dans les années quatre-vingt, ils continuent à se mentir à eux-mêmes. Il a fallu attendre la mi-octobre pour que la récession américaine soit officiellement reconnue par George W. Bush, alors qu'elle était annoncée dès juillet en première page du *Wall Street Journal*. On admet maintenant que l'économie allemande est « au bord » de la récession, alors qu'elle y plonge. Et Laurent Fabius voudrait persuader « les gens » que nous allons nous en tirer par un « plan de consolidation de la croissance ». C'est son boulot, me direz-vous, que de maintenir la confiance. Sans aucun doute. Mais il faut encore que les dispositions effectivement prises puissent soutenir l'activité en même temps que le moral des citoyens.

Tel n'est pas le cas. Le « plan Fabius » du 16 octobre est une addition hâtive de me-

surettes qui ne nous éviteront pas la récession. Toujours bonne à prendre, la prime de 1 000 F pour huit millions de ménages modestes n'aura pas plus d'impact sur l'économie nationale que les aides accordées aux entreprises. Les milieux industriels et financiers ont distraitement approuvé ce soutien « psychologique » et les foyers modestes subissent les hausses de certains tarifs (gaz, chemins de fer) et de nombreux biens de consommation courante. C'est dire que personne n'est dupe.

Pour l'essentiel, on reste dans la logique ultra-libérale du « pacte de stabilité » européen : celle de la restriction monétaire, qui consiste à étouffer l'économie quand elle pourrait progresser fortement, et à l'étrangler quand elle bascule, faute d'oxygène, dans la récession.

De toute évidence, la gestion « orthodoxe » est stupide et suicidaire. Pourquoi s'obstinent-ils, ces cannibales ? Parce que l'ultra-libéralisme permet de satisfaire l'insatiable voracité des capitalistes financiers. Parce que les dirigeants politiques ont décidé de ne pas conduire une machine qui a pris de la vitesse et qui est sur le point de dérailler. Trop tard pour faire marche arrière. Trop tard pour sauter en marche.

Il ne reste plus qu'à prier les dieux du marché pour qu'ils combinent les précipices d'édredons de plume et de mols oreillers.

Annette DELRANCK

Roger Pannequin est mort, le 13 octobre dernier. Il nous honorait de son amitié. Nous l'avions reçu, pour diverses réunions à Paris et en province, avec un immense respect.

Instituteur dans le Pas-de-Calais dans les dernières années de la III^e République, ce militant des Jeunesses socialistes, fait prisonnier en 1940 et vite évadé, était entré en résistance au côté des communistes pour lutter contre les Allemands dans la zone rattachée à la Belgique. Organisateur de la grande grève des mineurs de 1941, devenu responsable des FTP du Nord, deux fois arrêté, il fut jusqu'à la fin de la guerre un magnifique combattant.

Entré au Parti communiste en 1945, Roger Pannequin devint membre du Comité Central avant d'être exclu du Parti, comme son ami Auguste Lecoq, en 1954. Il reprit son métier d'instituteur, qu'il aimait passionnément.

Nous avions rencontré Roger Pannequin lors de la parution du premier tome de ses Mémoires (1) et nous avions immédiatement sympathisé. Il avait volontiers accepté de rencontrer le défunt comte de Paris. La conversation chaleureuse entre ce marxiste toujours convaincu et le chef de la Maison de France constitue pour moi un émouvant souvenir. Plus tard, Roger Pannequin voulut bien nous dire combien cette rencontre l'avait marqué.

Il importe que ceux qui ne l'ont pas connu lisent ses livres (2). Gardons fidèlement la mémoire de ce patriote exemplaire.

B.R.

(1) *Ami si tu tombes* récemment réédité (Actes Sud - prix franco : 59 F).
(2) Le deuxième tome *Adieu, camarades* n'est malheureusement plus disponible. Cependant nous disposons (en un seul exemplaire...) des deux volumes de l'édition originale de ces Mémoires (prix franco : 195 F).

royaliste
BUREAU : DIRECTEUR POLITIQUE BERTIN ROUQUIN

SOMMAIRE : p.2 : Une lettre pour le Gouverneur - p.3 : Ils s'obstinent ces cannibales - p.4 : Coups bas et coups fourrés - p.5 : L'Europe absente - p.6/7 : La fin du laissez faire - p.8 : Lisez Stanko Cerovic - p.9 : Pour un dialogue des civilisations - p.10 : Un Français dans l'Armée rouge - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Arrêt

Beaucoup de bruit pour rien, finalement. Après plusieurs années de campagne contre Jacques Chirac, les dirigeants du *Monde* et certains milieux jospinistes ont reconnu en maugréant leur défaite dans l'affaire dite de « l'immunité présidentielle ».

Dans son arrêt rendu le 10 octobre, la Cour de Cassation a confirmé, si besoin était, que le président de la République « élu directement par le peuple pour assurer, notamment, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État » ne peut, pendant la durée de son mandat, être entendu comme témoin assisté, ni être mis en examen, ni être « cité ou renvoyé pour une infraction quelconque devant une juridiction pénale de droit commun (...) ». La fonction présidentielle est ainsi préservée des attaques dont elle était l'objet, à travers la personne de Jacques Chirac.

C'est une bonne chose, mais il y a lieu de constater que la Cour de Cassation s'est attribuée le droit d'interpréter la Constitution, quant à sa propre compétence, quant à la portée des décisions du Conseil constitutionnel et quant à la responsabilité pénale du chef de l'État. Cette attitude est lourde de conflits de juridictions, qui ne peuvent être évités que par le rappel de l'article 62, alinéa 2, de la Constitution : celui-ci précise que les décisions du Conseil constitutionnel « s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles » - donc à la Cour de Cassation elle-même.

Jacques BLANGY

Coups bas et coups fourrés

Les organisations syndicales françaises qui comptent, se positionnent d'ores et déjà pour l'après mai 2002. D'où une exacerbation des désaccords entre la CGT-Force ouvrière et la CFDT avec pour arbitre la CGT. Plusieurs faits récents, passés inaperçus, viennent confirmer cette dérive qui, par ailleurs, précède les élections prud'homales de décembre 2002.

Le 17 septembre dernier, le quotidien *Les Échos* annonce que Nicole Notat quittera son poste de secrétaire générale de la CFDT dès le prochain congrès en mai 2002. Le lendemain, ce qui n'est encore qu'une indiscretion est confirmé devant le comité national de l'organisation. Son successeur sera François Chérèque, secrétaire général de la fédération CFDT de la Santé, fils de Jacques, ancien leader cégétiste de la métallurgie dans les années 1970 et ministre des restructurations industrielles du gouvernement Rocard entre 1988 et 1991. Objectif inavoué pour la CFDT : se refaire une virginité et se repositionner en prévision des élections prud'homales du 11 décembre 2002.

Quant à Nicole Notat, les observateurs avertis - dont nous sommes : nous l'avons même écrit dans ces colonnes il y a deux ans environ - la voyaient succéder à Emilio Gabaglio, à la tête de la Confédération européenne des syndicats (CES) en 2003. Elle avait un an pour s'y préparer et s'emparer des dossiers européens dont elle n'a, jusqu'à présent, qu'une connaissance approximative, mais que son entourage maîtrise pour elle : on a pu s'en rendre compte au

dernier congrès de la CES à Helsinki en juillet 1999.

Coup de théâtre : le 12 octobre, un article des *Échos* révèle, sans plus d'explications, que Nicole Notat renonce à briguer le secrétariat général de la CES. Que s'est-il passé durant ces quatre semaines ? Nicole Notat présentait pourtant un certain nombre d'avantages : la CES n'est pas près de trouver un dirigeant syndical aussi bien disposé à l'égard du patronat et de la Commission européenne. Sa méconnaissance de l'anglais et le fait d'être originaire du pays d'Europe qui a le plus faible taux de syndicalisation ne jouaient pas, il est vrai, en sa faveur.

A ces raisons objectives s'en ajoute une autre qui fut probablement décisive : la FGTB, la très puissante centrale belge, se serait opposée à la promotion de Nicole Notat. Or, la FGTB entretient historiquement d'étroites relations avec la CGT-FO : les deux organisations étaient déjà présentes à

la création de la CES en 1975, contrairement à la CFDT qui ne rejoindra le syndicalisme européen que plus tard. De là à voir dans l'éviction de Nicole Notat la patte de Marc Blondel il n'y a qu'un pas.

La mise à l'écart de la CFDT pour la journée de mobilisation du 16 octobre dont l'initiative revient à Marc Blondel, procède de la même démarche qui consiste à marginaliser et à isoler la CFDT, faisant ainsi payer aux cégétistes leur compromission avec le patronat dans le cadre des chantiers de la « refondation sociale ».

Pendant ce temps, la CGT observe : elle mène des campagnes aux côtés de la CGT-FO qui reste, néanmoins, son ennemi intime. Elle s'oppose à la CFDT qui demeure, pourtant, un allié dont elle a besoin pour réformer le paysage syndical français qui lui tient lieu de programme depuis la chute du mur de Berlin.

Et le candidat Jospin compte les points : il prendra position, comme à son habitude, en fonction du rapport de force.

Quant à Jacques Chirac, il a déjà choisi son camp : celui du patronat. Il aura, en effet, bien du mal à nous refaire le coup de la fracture sociale.

Nicolas PALUMBO

En souscription (parution le 8 novembre)

Un livre co-signé par

Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin

Le Krach de l'euro

Prix de souscription (jusqu'au 8 novembre) : 75 F franco
après cette date : 90 F franco

L'Europe absente

A l'heure même où les trois grands se rencontrent à Shanghai, les Européens sont, eux, à Gand. Où sont passés les représentants de la politique étrangère et de sécurité commune ? Que peut le ministre des affaires étrangères de Belgique qui assure la présidence de la coopération politique européenne ? Un seul européen a bien vu le vide et su le combler : Tony Blair.

Le sommet de Shanghai qui a commencé le 18 octobre entre Américains, Russes et Chinois - illustration du renversement d'alliances que nous annonçons dans notre précédente livraison - nous ramène, non pas à la conférence de Yalta, mais à celle de Téhéran en 1943. Le Chinois était présent alors qu'il était absent de Yalta. L'enjeu aussi était plus comparable à celui d'aujourd'hui : il s'agissait de passer le Caucase pour aider la Russie à arrêter l'avance allemande. Les quatre « grands », l'Anglais étant présent, s'entendaient pour gagner la guerre alors que Yalta organisait la paix. Nous en sommes aujourd'hui à l'entente dans la guerre. On retrouve les mêmes.

De cette nouvelle alliance, l'Union européenne hors Grande-Bretagne est absente. Active et unie sur les Balkans, notamment lors de la dernière crise macédonienne, elle apparaît totalement paralysée sur l'Afghanistan. Chaque Premier ministre va successivement faire acte d'allégeance à la Maison Blanche, fait trois petits tours et revient chez lui vaquer à ses occupations. Bien sûr, dirait M. Cheysson, notre ancien ministre des Affaires étrangères ; nous ne ferons rien parce que, pas plus que contre l'URSS hier en Pologne, nous ne pouvons rien par rapport

aux Américains en Afghanistan.

La scène est donc occupée par un Tony Blair, bateleur de talent, omniprésent d'Islamabad à Mascate, plus présent même que les responsables américains qu'il a dû convaincre d'entreprendre des tournées dans le sous-continent. Certes l'Anglais est partout chez lui dans l'ex-Empire des Indes. L'ironie suprême aura été de faire chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique (ordre jamais aboli) le maire de New York, par le prince Andrew. Tony Blair, sur les traces de Lawrence d'Arabie, embrigade les tribus loyales dans cette nouvelle guerre qui a les anciennes terres d'Empire pour théâtre. On voudrait lui rendre Hong Kong pour qu'il puisse conserver son fauteuil à Shanghai.

Les États-Unis ont ressenti le besoin d'alliés. Pour autant tout ce que le monde compte comme institutions multilatérales est paralysé. Les Nations Unies n'ont pu tenir leur assemblée générale pas plus que le FMI et la Banque Mondiale. Les sommets du Commonwealth et de la Francophonie ont été reportés d'un an. Les organisations régionales sont toutes embarrassées. La Conférence Islamique, l'Alliance Atlantique, et donc l'Union Européenne, jouent profil bas. Une seule a main-

tenu ses assises : l'organisation de coopération économique Asie-Pacifique, l'APEC. Ce n'est pas sans raison. L'Asie-Pacifique est la seule zone à sortir indemne des attentats du 11 septembre. La Chine tient sa revanche. Sans rien faire, elle se retrouve en position de force sur une scène internationale où tous les acteurs sans exception sont diminués. On aurait pu imaginer que, les États-Unis en perte de vitesse, ce soit l'Europe qui soit promue. Encore fallait-il qu'elle le veuille. Non, dans ce jeu quasi-mécanique d'une nature qui a horreur du vide, c'est Pékin qui ramasse la mise.

Inutile pour les Américains, mais les accompagnant dans leur descente à l'abîme, l'Europe, par une sorte de parallélisme des formes, ne peut espérer se rendre à nouveau utile demain qu'à la faveur d'un retour en grâce des mêmes Américains. Mais comment ce dernier serait-il possible dans les circonstances présentes sans un travail diplomatique intense auprès de l'ensemble des peuples que Washington a ignorés, méprisés et humiliés, peuples qui ont encore - mais pour combien de temps ? - une oreille bienveillante pour ce que peuvent leur susurrer des Européens avertis de leurs us et coutumes ? Finalement, c'est ce à quoi s'évertue Tony Blair non sans courage. Il lui arrive ainsi parfois d'être entendu à Washington et que sa voix l'emporte sur certains faucons. A faucon, faucon et demi... Ce qu'il fait pour la guerre, il revient à un président français, demain, de le faire pour la paix.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MAROC** - C'est par un communiqué du ministère de la Maison Royale que les Marocains ont appris les fiançailles du roi Mohammed VI avec Mademoiselle Salma Bennani, âgée de vingt-quatre ans. Le mariage est prévu pour le début de l'année prochaine. Cette annonce, qui a été saluée par des manifestations de joie de la population - en particulier par les jeunes qui baptisent affectueusement Mohammed VI « M6 » -, était attendue avec impatience car le célibat du roi, âgé de trente-huit ans, introduisait un doute quant à la continuité dynastique, le prince héritier Moulay Rachid, frère cadet du roi, étant lui-même célibataire. Ce communiqué représente également une petite révolution car, jusqu'à ce jour, tout ce qui concernait la vie privée de la famille royale n'était jamais rendu public.

♦ **TONGA** - Le gouvernement du Tonga a démenti l'information donnée par le *New Zealand Herald* selon laquelle le roi du Tonga, Taufa'ahu Tupou IV, serait à l'agonie. Le roi, âgé de 83 ans, est actuellement en séjour à Auckland en Nouvelle-Zélande pour des examens médicaux nécessités par des problèmes cardiaques. Il est vrai que le souverain affiche le poids respectable de 200 kg...

♦ **AFGHANISTAN** - En dépit des bombardements américains qui compromettent les chances d'arriver à une solution politique viable en Afghanistan, le roi Zahir Chah poursuit ses efforts pour mettre sur pied un gouvernement de transition représentatif des différentes ethnies afghanes. Après avoir reçu les ministres des Affaires étrangères français et italien, il a reçu en audience Javier Solana, le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure. Il a d'autre part demandé au secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, de mettre sur pied une force multinationale de maintien de la paix et que Kaboul soit proclamée zone démilitarisée sous contrôle de l'ONU.

♦ **BELGIQUE** - Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a donné satisfaction au roi Albert II et ordonné l'insertion sous huit jours d'un communiqué de protestation du roi dans tous les exemplaires encore en vente du livre « *Dossier pédophile* » publié chez Flammarion.

♦ **BULGARIE** - Le prince Andrew, duc d'York, deuxième fils de la reine d'Angleterre a effectué un voyage officiel en Bulgarie pour inaugurer à Sofia les nouveaux bâtiments de l'ambassade britannique. Le prince a été invité à déjeuner dans sa résidence de Vrana par le roi Siméon.

♦ **CHINE** - Le *Quotidien du Peuple*, journal officiel du Parti communiste chinois s'inquiète de la croissance d'un sentiment nostalgique envers l'Empire au travers du pays. « *Le fantôme des empereurs plane toujours sur la terre de la République populaire* » constate-t-il.

Retour de l'État, recours au principe d'autorité, nécessité de la régulation de l'économie globalisée : on ne parle que de cela dans le milieu dirigeant et ces thèmes seront, au cœur des prochaines campagnes électorales. Ce nouveau discours, commun aux hiérarques de droite et de gauche, devrait nous satisfaire. Hélas, il ne s'agit que d'opérations de « communication ». Pour prendre en considération les messages des chiraquiens et des jospinistes, il faudrait que les deux clans s'engagent, chacun à sa manière sur un plan précis de rupture avec l'ultra-libéralisme. A cet égard, les idées surabondent. C'est la volonté politique qui est défaillante.

RUPTURE

La fin du « laisser faire »

Si l'on met de côté le bric-à-brac que nous examinons régulièrement (aide aux entreprises, baisse des impôts, soutien à la consommation) et si nous voulons être à la mesure des épreuves auxquelles nous sommes confrontés (la misère dans le monde, le terrorisme, la récession dans les pays développés qui peut les conduire à la dépression), il faut adopter un ensemble cohérent de mesures fortes et rapidement réalisables.

Nous avons pour notre part indiqué quelques orientations (1) pour notre pays : ainsi, la restauration de l'autorité de l'État, et la sécurité de la nation, impliquent la reconstitution des grands services publics, la nationalisation de l'ensemble des établissements de crédit et des entreprises stratégiques dans le domaine de l'armement, de l'énergie, des transports, des produits pharmaceutiques...

Mais nous n'avons jamais prétendu avoir le monopole des solutions concrètes. Au contraire, nous ne cessons de dire, au nez et à la barbe de tous les messieurs « pas-les-choix », qu'il n'y a qu'à feuilleter les journaux pour trouver d'excellentes idées, dont nous faisons volontiers la promotion sans nous soucier des traditions intellectuelles et des éventuels engagements politiques de leurs auteurs.

Des exemples ? Parmi la centaine que j'ai dans mon jardin personnel, j'en cueille trois que j'offre à Nicolas Sarkozy et à François Hollande.

Première bonne idée, pour lutter contre le terrorisme. Elle est due à un magistrat, Jean de Maillard. Après avoir montré que la mondialisation financière et la finance criminelle forment un seul et même système, après avoir justement accusé les États-Unis d'hypocrisie dans leur traque à l'argent du terrorisme, Jean de Maillard explique que la seule parade efficace au financement des terroristes consiste à supprimer les paradis fiscaux : « Se donner les moyens d'identifier les personnes et les flux. Instituer un registre international du commerce et des personnes morales, pour parvenir à une certaine transparence. Techniquement, il est facile de repérer qui fait quoi, de suivre la trace des flux financiers » (2). Alors qu'on le fasse !

Deuxième bonne idée, pour lutter contre la spéculation boursière. Elle est explicitée par un maître de conférence en sciences économiques, Isaac Johsua (3). Pour lui la crise économique américaine est bien antérieure aux attentats du 11 septembre et la gestion ultra-libérale est un échec : la politique monétaire n'a eu aucun résultat, les baisses d'impôts sont sans effets sur la consommation, la baisse

des taux d'intérêt est inopérante. Face à l'immense danger des « bulles » spéculatives, Isaac Johsua propose une mesure déjà évoquée par Keynes : « enlever aux actions, une fois celles-ci émises, leur caractère négociable ou, au pire, imposer un délai minimal entre l'achat et la vente ». Et de préciser que « cela implique, bien évidemment, la fermeture des Bourses ou un fonctionnement totalement différent de celui d'aujourd'hui ». Qu'on mette sans attendre cette proposition en débat !

Troisième bonne idée, pour lutter contre la récession économique. Elle est exprimée par Robert Solow, professeur au Massachusetts Institute of Technology et prix Nobel d'économie. Pour lui la récession américaine est un fait et les aides massives consenties par le gouvernement américain, nécessaire au soutien à l'activité économique, ne seront peut-être pas suffisantes. C'est là une mauvaise nouvelle pour l'Asie, pour l'Amérique latine et les pays européens, exposés de surcroît à la fragilité des marchés financiers. L'attentisme craintif domine sur la partie ouest de notre continent, alors que, selon Robert Solow, « l'Europe a besoin d'une politique fiscale et monétaire forte en ce moment. Et si les critères de Maastricht se révèlent un obstacle, alors il faut les suspendre quelque temps ». Cela signifie qu'il faut rompre avec l'obsession de la lutte contre l'inflation et de l'équilibre budgétaire. Politique fiscale favorable au salariat, financement public d'investissements productifs, hausse massive des salaires – mais aussi réinvention de l'Europe dans tous les domaines. Ce n'est pas une « suspension », dear professor, c'est une révolution. Qu'on la fasse !

Cela suppose que les oligarques chiraquiens et jospinistes soient battus, et qu'une nouvelle génération prennent ses responsabilités politiques. Cette génération existe. Peut-elle se donner les dirigeants qu'elle mérite ? Un proche avenir le dira.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'éditorial de *Royaliste* n° 778 : « Savoir ce que l'on veut ».

(2) Entretien accordé à *Télérama*, n° 2698 – 26 septembre 2001. Voir aussi son article du 4 octobre 2001 dans *Libération* : « Argent sale : la mauvaise foi américaine ». Jean de Maillard est également l'auteur de plusieurs livres (dont *Un monde sans loi*, Stock, 1998, prix franco : 165 F) que nous regrettons de ne pas avoir encore lu.

(3) Cf. sa tribune dans *Le Monde* du 12 octobre 2001, p. 10 : « L'adieu aux bourses ». L'auteur est membre de la Fondation Copernic.

Depuis quelques semaines, d'étonnants échos nous revenaient. Tel ministre avait tenu dans un dîner en ville des propos « maurassiens » (autrement dit : nationalistes). Le discours de tel autre dirigeant socialiste semblait tiré d'un éditorial de *Royaliste*. Sur les écrits de l'opposition, se concoctaient des tirades « souverainistes »...

Ces bruits de fond nous avaient fait lever un sourcil, mais pas les deux. Puis la bonne nouvelle est devenue officielle. Étale sur une pleine page du *Monde* daté du 20 octobre, un débat entre Nicolas Sarkozy et François Hollande est annoncé par un titre qui reprend les affirmations conjointes des deux protagonistes : « (...) le retour du politique, de l'État, de la régulation, est incontestable » observe le jospiniste ; « l'État a un rôle à jouer » confirme sur un mode mineur le chiraquien.

A ces mots, on croit entendre le soupire de la créature écrasée par le malheur ultra-libéral. Enfin, ils ont compris, là-haut ! Après les élections, ils vont changer de politique, restaurer l'État, défendre la nation subjuguée par l'impérialisme américain, renouer avec l'exigence de justice sociale !

Qu'on n'en croie rien. Nous avons affaire à une entreprise de récupération à finalités électorales. Au sein de l'oligarchie, l'équipe de droite cherche à capter l'électorat « souverainiste » et l'équipe de gauche s'efforce de contenir la poussée chevènementiste. C'est exactement la même imposture qu'en 1995 : les jospinistes et les chiraquiens s'étaient chamaillés sur la « fracture sociale » et beaucoup s'étaient laissés séduire par la

thématique chiraquienne. Puis les deux équipes s'étaient retrouvées sur une même pratique ultra-libérale, à demi cachée par des querelles subalternes. Pour les élections de 2002, les mêmes s'opposent sur la meilleure manière d'organiser le « retour du politique » pour conserver des électors de plus en plus dissidents. Si leur mensonge est efficace, ils pourront continuer à *laisser faire* avec les excuses habituelles : les « marges de manœuvre sont étroites », « nous n'avons pas le choix ».

Les preuves de cette pitoyable manipulation sont déjà surabondantes.

Comme en 1995, Jacques Chirac pratique chaleureusement le double langage : il célèbre le principe d'autorité pour plaire aux gaullistes, et vante la décentralisation maximale pour ménager les grands notables. On devine sans peine de quel côté pencherait la balance si le chef du RPR était réélu : féodalités municipales et régionales, groupes industriels, réseaux de grande distribution (qui voient dans les élus régionaux et municipaux de précieux alliés) pèsent infiniment plus lourd que les orphelins du gaullisme et les électeurs de la droite patriote.

De la même manière, le porte-parole de Lionel Jospin prépare le terrain de son patron en envoyant, sur la même page du *Monde*, un message contradictoire : il se prononce pour la « régulation de la mondialisation » pour conserver les troupes socialistes, mais il souhaite en même temps que le traité fondateur de la Banque centrale européenne, chargée de la lutte contre l'inflation, lui permette de devenir la « gardienne de la croissance ». Cela signifie en clair que les jospinistes n'envisagent pas une seconde que la

« régulation » soit le fait d'un État national coopérant avec d'autres États nationaux. Au contraire, ils projettent de confier à un organisme supranational et a-démocratique la gestion de l'ensemble des économies nationales : voilà qui est fait pour séduire les milieux financiers ; voilà qui compte infiniment plus, dans l'ordinaire des jours (et pour améliorer celui-ci) que les souhaits du peuple de gauche.

Il est toujours possible de crier au procès d'intention ou de jurer, la main sur le cœur, qu'on a changé du tout au tout. Admettons. Dévoilons même la noirceur de notre âme. C'est vrai : nous sommes aigris. On ne nous écoute plus, on ne nous publie plus dans la presse bien-pensante, on ne nous a même pas proposé (ainsi qu'à trois douzaines d'autres affamés) un secrétariat d'État. Pas même un siège dans un conseil d'administration...



◆ Supprimer la Bourse ?

Lisez Stanko Cerovic !

Ce n'est pas une injonction, mais une prière. Lisez Stanko Cerovic, pour découvrir un grand écrivain qui nous force à regarder en face le nihilisme occidental, l'abîme humanitaire.

Lisez ce Yougoslave de Paris et vous rencontrerez, au plus noir de l'épreuve, un admirable frère à la voix étouffée.

Vous serez bouleversés, comme le furent les témoins terrifiés de la guerre d'Espagne lorsque Bernanos publia *Les Grands cimetières sous la lune*. Hélas, voici la suite (1). Celle qu'on n'attendait pas. Celle qui n'aurait jamais du être écrite puisque nous avons vu mourir les deux monstres qui avaient engagé leur combat sur la terre espagnole.

Après l'écrasement de l'hitlérisme et l'effondrement du système soviétique, l'ère de la démocratie de marché semblait s'ouvrir, radieuse, hors de l'histoire : la douce morale humanitaire des enfants-fleurs était censée rassembler riches et pauvres, libéraux et libertaires, anciens marxistes et bons chrétiens contre les dernières figures, irakienne et serbe, du Mal.

Stanko Cerovic détruit ce manichéisme aussi complètement que Georges Bernanos dénonçant l'imposture de la « croisade » franquiste. Il n'est pas le premier à dénoncer les effets pervers du moralisme et l'absurdité sanglante des « frappes » humanitaires. Mais tous ceux qui ont refusé le racisme anti-serbe et qui continuent de contester l'impérialisme américain peuvent être accusés, avec plus ou moins de mauvaise foi, de complaisances nationalistes ou de tiers-mondisme attardé. Les convictions et les engage-

ments de Stanko Cerovic excluent procès et lynchage médiatiques. La vie de ce Monténégrin, aujourd'hui directeur de la rédaction serbo-croate de Radio France Internationale, est celle d'un démocrate exemplaire. Avec Milovan Djilas, il s'est opposé à Tito. Il a affronté Slobodan Milosevic et défendu les albanophones contre les nationalistes serbes. Il admirait le monde libre et enviait le sort de ses habitants.

Cet homme est un résistant. Mais il ne résiste plus comme il faut. C'est donc un homme seul, qui est resté dans le *samizdat* et qui sait pourquoi il n'a pas l'oreille de nos directeurs de conscience. Les dissidents soviétiques étaient reconnus comme tels : emprisonnés, persécutés, ils étaient glorifiés. Dans le monde humanitaire, les résistants peuvent se réunir, publier, manifester dans la rue en toute liberté mais dans une indifférence de plomb. C'est d'ailleurs une indifférence feinte, car il y a des jugements silencieux qui condamnent les coupables présumés.

Stanko Cerovic est coupable de courage. En 1999, il a choisi de s'installer à Belgrade pour vivre la guerre sous les bombes. Comme nous, il regardait décoller les avions sur son récepteur. Mais il voyait autrement que nous la suite du film, dans le fracas des explo-

sions et la proximité de la mort. Le lisant au moment même où les bombes anglaises et américaines tombaient sur Kaboul et Kandahar, j'ai senti ce qu'éprouvent dans ces villes ravagées les opposants aux taliban et les fidèles de Zaher Shah : une immense colère, peut-être de la haine.

Stanko Cerovic est coupable de patriotisme. Cet opposant au nationalisme serbe, qui détestait l'armée fédérale yougoslave, montre mieux quiconque comment les peuples de Yougoslavie sont tombés dans la folie ethnicisante, comment ils ont été subjugués par les seigneurs de la guerre serbes, croates et musulmans, mais aussi comment les Serbes, se sont délivrés de leurs funestes passions et se sont mentalement libérés de Milosevic pour tomber dans le piège tendu par les Américains et leurs complices - apprentis-sorciers qui ont livré le Kosovo aux mafias.

Stanko Cerovic est coupable de lucidité. Son expérience du communisme lui permet d'apprécier, en connaisseur, ce qu'il appelle notre « totalitarisme de week-end ». Nous croyons vivre librement ? Mais nous ne voulons pas voir que nous sommes devenus les personnages du *Meilleur des Mondes* et de 1984 ; nous avons tort de considérer que Ossip Mandelstam dénonçant « les grif-

fes des humanistes » et Ante Ciliga le « pays du mensonge déconcertant » ont seulement décrit les enfers communistes. A l'aide de tranquillisants, nous vivons aujourd'hui dans un système de mensonge remarquablement agencé qui ne consiste pas à répandre de grossiers mensonges mais à occulter la vérité.

Stanko Cerovic est coupable d'acharnement. Les Occidentaux ne veulent pas savoir ce qu'ils sont devenus, alors il les force à regarder en face leur propre fondamentalisme, leur nihilisme foncier. Il exagère ? Sans doute. Mais c'est pour qu'on lui réponde enfin.

Stanko Cerovic est coupable d'offense à chefs d'État. Bill Clinton, Tony Blair et Jacques Chirac sont décrits comme des hommes-enfants, qui vieillissent sans jamais avoir été adultes, et qui font la guerre comme s'ils jouaient aux indiens et aux cow-boys.

Stanko Cerovic est coupable de désirer la paix et de nous la faire aimer. C'est difficile, car la guerre se présente comme l'ultime épreuve de vérité pour ceux qui cherchent, dans le malheur, le sens de la vie. Telle est l'illusion dénoncée dès les premières pages, admirables. L'homme qui entre dans la guerre est jeté hors de lui, chassé de la « charpente de la morale », mis au ban du monde. Autour de cet être éperdu, qui pleure les richesses de la vie, la nature se voile, le langage se déconstruit. Mais rien n'est tout à fait perdu : « Il y a une forme de grâce, peut-être la plus belle de toutes, que la guerre dispense à ceux qui lui résistent ». Stanko Cerovic se croit seul, parmi des individus sidérés par le mensonge, la violence et le divertissement. Il se trompe, pour une fois. Hier comme aujourd'hui, les résistants sont innombrables.

B. LA RICHARDAIS

(1) Stanko Cerovic - « *Dans les griffes des humanistes* ». Climats. 2001. Excellente traduction du Serbo-croate par Mireille Robin. prix franco : 140 F.

Pour un dialogue des civilisations

A la thèse redoutable de Samuel P. Huntington sur le choc inévitable des civilisations, diverses réponses sont données (1). Celle de Daryush Shayegan (2) a bien des chances d'être distinguée, tant elle est étourdissante de culture et de virtuosité. De plus, par sa personnalité, cet Iranien réussit la gageure d'unir modernité et tradition, Orient et Occident, rationalité et mystique, de telle façon que toutes les exigences d'une rencontre en vérité et en profondeur des civilisations soient comblées. Sans doute n'aborde-t-il pas directement le champ géostratégique. Il n'en apporte pas moins une réplique pertinente à Huntington sur un point décisif de sa démonstration. Là où l'Américain discerne une fragmentation entre les différentes aires culturelles, qui conduit d'ores et déjà à une logique de guerre, l'Iranien définit une voie de conciliation possible. Un modèle mondial serait en train de naître qui valoriserait tour à tour « la pensée nomade, les modes relationnels de la mise en sympathie, l'hybridité, l'encroisement des cultures », si bien que le mouvement contraire, caractérisé par la renaissance des « nationalismes crispés », des « vieux démons de la tribu », des « ankyloses identitaires de plus en plus repliées sur elles-mêmes » serait impuissant à enrayer le dynamisme axial de notre devenir.

Il y a un préalable à cet optimisme, c'est l'acquiescement aux Lumières occidentales et à leurs prétentions universalistes. Là-dessus, Daryush Shayegan est sans équivoque : « *Quand les multiculturalistes attaquent l'eurocentrisme et le blâment pour tous les malheurs du monde, ils ne se rendent pas compte que, sans cette civilisation universelle, née précisément en Europe, ils n'auraient pas acquis les outils conceptuels nécessaires pour remettre en question ce même eurocentrisme.* » Et lorsque Huntington met en avant des phénomènes régressifs comme celui de l'Iran khomeyniste, le Persan averti lui rétorque que dans son pays tout est remis en cause par quelques « *trente millions de jeunes qui, étouffent dans la claustrophobie d'un monde clos, aspirant à briser la coquille de cet isolement culturel pour respirer l'air frais des grands espaces.* » Au demeurant, il est impossible de revenir sur les acquis du renversement cartésien de l'histoire de la pensée. Shayegan est impitoyable avec les multiculturalistes, qui, notamment aux États-Unis, refusent l'acquis scientifique réalisé en Occident avec la mathématisation galiléenne du monde, la géométrisation de l'espace, la généralisation du modèle mécanique. « *De même que toutes les autres acquisitions de l'Occident se sont déjà incorporées à la vision des hommes non occidentaux et fait partie de leur être, de même la science devient, comme les acquis des Lumières, le patrimoine de la planète.* »

par Gérard Leclerc



Cependant, ce même Occident n'aurait plus l'arrogance qu'on lui prête. Il se montrerait de plus en plus ouvert à la diversité extrême du monde, à l'image d'une société nord-américaine, étonnamment plurielle. Ainsi, Shayegan reste-t-il frappé par la longue plage de Los Angeles, dite *Venice Beach*, qu'il découvre un jour : « *Les formes les plus archaïques de la connaissance humaine côtoyaient les gadgets les plus sophistiqués de la technologie de pointe. On y voyait côte à côte, dans un espace juxtaposé, les rites chamaniques des Natives Américains, les postures du yoga classique, l'acupuncture chinoise, le tarot, toutes sortes de massages traditionnels japonais, l'astrologie, les appareils de la réalité virtuelle, le rock et le break-dancing.* »

Cette parabole d'une société désormais métissée, hybride, est en rapport étroit avec une révolution radicale de la pensée occidentale, que l'on pourrait caractériser par la notion d'*ontologie faible*. Utilisant, en effet, les thèmes de la fin de la métaphysique, de l'avènement du nihilisme, jouant des registres de la déconstruction et même du conflit des interprétations selon Ricoeur, Shayegan va jusqu'au bout du désaveu de la philosophie de l'être. Rien de plus caractéristique, à son avis, de cette évolution que l'attraction prodigieuse éprouvée par les occidentaux pour le bouddhisme « *qui précisément nie toute ontologie et se présente, tout compte fait, comme une mystique sans Dieu.* » Au-delà de la philosophie, c'est donc la religion qui est en cause avec le déni explicite des monothéismes, dont on répudie « *l'échafaudage ô combien pesant.* »

Pour autant, Shayegan ne se définit nullement comme antireligieux. Il convoque, bien au contraire, tous les mystiques possibles (y compris l'inévitable Maître Eckart) pour offrir au monde nouveau le supplément d'âme qu'il réclame. C'est d'ailleurs la seule manière de faire barrage « *à la poussée viscérale de l'obscurantisme religieux.* » A l'Orient d'accepter l'héritage des Lumières, à l'Occident de « *réhabiliter le continent perdu de l'âme* », en se livrant sans crainte à l'univers mythique et à la transmutation intérieure qui renvoie à l'imaginaire, si ce n'est au chaos primitif. La modernité aspire peut-être à une telle aventure, mais elle est piégée dans un processus de *fantomisation*, ses images n'étant pas référées à un lieu, « *une niche écologique* » nécessaire à la vie intérieure, et la virtualisation technologique suspendant « *l'hétérogénéité* » qui permet l'accès à cet autre monde.

Ce superbe programme n'a qu'un seul défaut, c'est d'être de fait violemment hostile à la tradition judéo-chrétienne et monothéiste et de réinventer, avec une force singulière de séduction, ce qui n'est que l'éternelle tentation gnostique. Shayegan a raison de citer, au passage, Jung, dont il se montre le fidèle disciple, et il révèle l'envers de son jeu à travers la conception qu'il se fait du bouddhisme. En invoquant Eugen Drewermann, il nous ouvre à un abîme de perplexité égal au continent imaginaire où il nous appelle pour mieux nous réenchanter. La question n'est pas de défendre une ontologie forte contre une ontologie faible, elle est de consentir à l'homme assez d'être pour garantir la consistance de sa liberté. Il est très beau de vouloir la rencontre des civilisations plutôt que leur guerre sans merci. Mais pourquoi faut-il qu'on élimine, pour ce faire, un partenaire essentiel pour le dialogue décisif ?

(1) Samuel P. Huntington - « *Le Choc des civilisations* ». Éditions Odile Jacob. prix franco : 150 F.

(2) Daryush Shayegan - « *La Lumière vient de l'Occident* ». L'Aube essai. prix franco : 145 F.

Jules Verne

Trop commodément élevé au rang de visionnaire ou d'auteur géographique, Jules Verne appartient cependant au patrimoine des lettres françaises.

Précédé d'une intelligente préface de Robert Chesnaïs qui resitue Jules Verne dans l'histoire de la littérature d'anticipation et tord le cou à quelques idées reçues, ce recueil permet de découvrir deux nouvelles méconnues partageant un thème commun : la communication de masse.

Avec le premier récit apparaît une société dominée par le progrès scientifique, ayant foi en lui, bien que blasée et manifestant une certaine ironie. On y reconnaît sans peine l'influence du positivisme naissant, ainsi que, sur le plan de l'organisation du monde qu'elle décrit, les préjugés de son temps. La seconde illustre une constante de la pensée des intellectuels français - pour ne pas dire européens -, à savoir une fascination évidente pour les États-Unis que tempère une condescendance hautaine. Écrite peu après l'unique voyage qu'y fit l'auteur, elle marque l'étonnement par la description d'une mystification digne de Barnum. Sa lecture ne manquant ni de piment ni d'une critique sous-jacente.

Ces deux nouvelles, uniques dans l'œuvre vernienne, associées mettent à jour les dérives d'une communication de masse échappant au contrôle des citoyens. En ce sens elles restent d'une actualité criante.

Bruno DIAZ

Jules Verne - « La journée d'un journaliste américain en 2889 ». Nautilus, prix franco : 43 F.

Un Français dans l'Armée rouge

Comment un officier français, catholique, petit-fils du maréchal Foch, a-t-il pu devenir lieutenant-colonel dans l'Armée rouge, décoré par le maréchal Joukov en personne ?

Nous sommes en 1945, sur le front de l'Est, et du bon côté. Le maréchal Joukov décore un officier : « *Tovarich Kapitaine Foch, sur l'ordre du maréchal commandant le premier front de Biélorussie, je te remets l'Étoile de l'Ordre de la Guerre patriotique.* »

La scène paraît banale. Tout de même, la décoration que le héros de Stalingrad épingle sur la veste de l'officier est l'équivalent de la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur pour faits de guerre. Il faut que le *tovarich kapitaine* soit vraiment un soldat courageux.

Il l'est. C'est un officier de carrière, excellent tacticien, qui a permis aux tankistes russes de remporter une belle victoire sur une compagnie de SS. Mais le plus étonnant, c'est que cet officier est français, récemment évadé d'un oflag pomérannien. Il ne parle pas russe, il n'est pas communiste et quand il franchit les lignes on se demande pourquoi les soldats de l'Armée rouge ne l'ont pas arrêté comme espion, ou du moins comme suspect. Mais Henry Fournier-Foch inspire confiance, les Russes l'adoptent et le respectent dès qu'il a pu leur montrer ses talents militaires.

Commence alors une étrange et passionnante aventure, racontée avec humour dans un livre qui a valeur de document. Après l'assaut victorieux contre les SS, le capitaine (de l'Armée française) Foch est intégré à l'Armée rouge. Il rencontre Joukov, qui

se prend d'amitié pour lui, et relate ses conversations avec ce stratège chaleureux. Il découvre l'enfer nazi en libérant un camp de juives hongroises, devient le gardien des soldats de l'armée allemande en déroute - des officiers italiens, des Français de la division Charlemagne - et récupère des Alsaciens et Lorrains embrigadés de force par les nazis.

Mais le communisme, le stalinisme ? Pas en première ligne, ni dans les arrières immédiats du front. Le capitaine Foch raconte sa joie de pouvoir assister, en compagnie de catholiques allemands, à la messe dite par un père jésuite français... dans le temple protestant de Wugarten.

Le livre vaut par ces moments de grâce et parce qu'il nous fait apercevoir, grâce aux portraits de quelques-uns de ses soldats, l'armée russe sous l'Armée rouge et, sous l'uniforme, le peuple russe, courageux, désordonné, magnifiquement émouvant, toujours porté sur les boissons fortes - y compris sous forme pharmaceutique...

Henry Fournier-Foch sera finalement promu *Podpolkovnik* (lieutenant-colonel) mais ses amis ne cesseront de l'appeler *Tovarich Kapitaine*.

Yves LANDEVENEC

(1) Henri Fournier-Foch - « *Tovarich Kapitaine Foch, Souvenirs de guerre* ». Préface de Michel Mohrt, La Table ronde, 2001, prix franco : 105 F.

Oster

L'idée même d'engager une femme de ménage peut se transformer en un douloureux marasme... Lui sort d'une déception amoureuse. C'est douloureux les déceptions amoureuses, surtout quand ça ne prévient pas. Mais il veut l'oublier. Oh! il y arrive bien tout de même... à force de ne plus rien penser. Il n'empêche qu'au bout de deux mois, un appartement sans femme, ça se ressent. Et les tâches ménagères c'est pas son fort à lui. La poussière chez lui c'est par couches. Finalement, la seule solution, c'est une femme de ménage. C'est fou comme une femme de ménage peut bouleverser les choses...

Chacun dit-on est doué d'un talent. En ce qui concerne Christian Oster, son génie est de métamorphoser le commun en un panache triomphant de splendeur. Tout sous sa plume se change en une mélodie aussi candide que légère. Mais qu'on ne s'y trompe : le dernier roman de Christian Oster, sous le signe de la loufoquerie, est une fable sentimentale où l'émotion est presque palpable tant les sujets sont vrais et poignants. Et l'humour, pilier maître du livre, est d'autant plus poignant qu'on ne l'attend pas. Mais plus que tout, c'est un souffle de vie qui s'évade des pages, laissant au feuillet final le goût doux et léger de l'existence propre en nous laissant croire que nous sommes tous des héros.

Aymeric DARAN

Christian Oster - « *Une femme de ménage* ». Éd. Minuit, 2001, prix franco : 95 F.

Du danger de vouloir changer la moquette...

Le plafond nous était tombé sur la tête, mais heureusement vous étiez là ! La souscription annuelle que nous avons prolongée en raison de cet accident imprévu a dépassé les 85 000 F. Grâce à vous nous voilà sortis d'embarras et nous pouvons envisager l'année scolaire qui commence d'un œil plus serein. Nous vous en remercions chaleureusement

Yvan AUMONT

9^e liste de souscripteurs

A.B. pour la moquette 65 F - Gérard Bellebeau 200 F - Magdeleine Caramigeas 100 F - Jean Charbonnel 300 F - Marcel Conche 500 F - Denis Cribier 200 F - Xavier Denis 200 F - Pierre-J. Durbin 100 F - Jean-Jacques Foucher 1000 F - François Francart 100 F - Michel Franceschetti 100 F - Michel Godefroid 50 F - Mme Jouffrieau 30 F - Etienne de Gonville 125 F - A la mémoire d'Yves Lemaignan 200 F - François Tanné 300 F - Claude Teissier 20 F - Marcel Veyrenc 100 F - A.M.V. (Haute Garonne) 200 F - Hubert Wiat 80 F.

Total de cette liste : 3 970 F

Total précédent : 81 904 F

Total général : 85 874 F

CALENDRIER

Le livre de Sylvie Fernoy et de Bertrand Renouvin, « *Le Krach de l'euro* » sortira en librairie le 8 novembre. Jusqu'à cette date le livre est en souscription au prix préférentiel de 75 F franco (après le 8 novembre nous le vendrons 90 F franco).

D'ores et déjà un certain nombre de réunions pour le lancement du livre sont programmées : Bertrand Renouvin sera à - BORDEAUX le 16 novembre.

- TOULOUSE le 23 novembre.

- TULLE le 2 décembre.

- NANTES le 7 décembre.

Les personnes qui souhaiteraient organiser des réunions de présentation sont invitées à prendre contact d'urgence en téléphonant au journal.

DUC DE VENDÔME

Dans le cadre de ses activités en faveur de la francophonie, le prince Jean, duc de Vendôme était à Bordeaux le 27 octobre pour honorer de sa visite l'exposition « Ludovica, histoires du Québec » au Musée d'Aquitaine. Il s'est ensuite rendu à Rochefort pour se faire présenter le chantier naval où est reconstruite à l'identique la frégate *L'Hermione* (vaisseau qui a conduit La Fayette en Amérique).

Le 17 novembre il devrait se rendre à Reims pour voir l'exposition « Vingt siècles en cathédrale » qui rassemble plus de 250 œuvres d'art.

Enfin il fera un voyage d'étude en Lorraine les 8 et 9 décembre et, à cette occasion, il pourra y rencontrer les royalistes lorrains.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 7 novembre : Familier de nos réunions, Pierre-André TAGUIEFF revient pour nous dire « **Comment résister au bougisme ?** ». Bien entendu, notre invité, qui publie un livre sur le sujet, nous expliquera au préalable le sens profond du mot d'ordre qu'on entend partout : « *bouger* », « *vivre à l'heure d'internet* », au « *rythme du marché* » mondialisé. Cette nouvelle langue de bois constitue un progressisme dégradé, qu'il faut examiner de près afin de mettre en forme des répliques sensées, philosophiques et politiques, à l'idéologie de la mondialisation. Directeur de recherches au CNRS, Pierre-André Taguieff, qui joue un rôle de premier plan dans

l'animation du courant patriote et républicain, est aussi l'auteur d'un nouvel ouvrage sur le progrès qu'il nous présentera également.

♦ Mercredi 14 novembre : A la fois proche de nous par tous les liens affectifs qui demeurent, et lointain car il est sur un autre continent et procède d'une autre culture, le Maroc est un pays qui suscite réflexions et commentaires pas toujours pertinents. La surprise des médias devant la transition tranquille qui s'est faite à la mort du roi Hassan II en est une illustration frappante. Nous avons demandé au professeur Bernard CUBERTAFOND, spécialiste de droit constitutionnel et collaborateur de l'Institut Maghreb Europe, de venir nous présenter son livre « *La vie politique au Maroc* ». Cette réflexion sur la monarchie atypique qu'est le royaume chérifien nous aidera à mieux comprendre la démarche du jeune roi actuel et comment elle concilie harmonieusement tradition et modernité.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non a la guerre !

Dès qu'il en fut question, nous avons dit non à la guerre manichéenne et vindicative décidée par George W. Bush, dans l'intérêt des États-Unis et selon les normes de l'idéologie américaine.

Les quinze premiers jours de bombardements ont confirmé nos appréhensions et justifié notre colère. C'est donc avec une détermination décuplée que nous disons non à la participation militaire française à cette guerre, non à l'envoi de soldats français sur le sol afghan.

Comme sur le territoire irakien, comme sur celui de la République yougoslave, les « frappes ciblées » évoquent pudiquement des raids de terreur qui tuent ou blessent un nombre jamais calculé de civils, aussi innocents que ceux qui travaillaient dans les tours du *World Trade center*. Le président Bush et ses acolytes galonnés veulent-ils massacrer autant d'Afghans que d'Américains le 11 septembre ? La France ne doit pas entrer dans cette logique de la vengeance, dans ce délire sacrificiel qui ouvre une perspective infinie au ressentiment et à la haine.

Comme les guerres d'Irak et de Yougoslavie, celle d'Afghanistan procède d'un moralisme punitif et purificateur dans lequel un saoudien halluciné et un cow-boy demeuré se retrouvent et se complaisent. La France ne doit pas participer à ce jeu de double mortifère.

Comme les bombardements de la Yougoslavie, ceux qui meurtrissent l'Afghanistan ne résultent pas d'une décision prise selon les traités en vigueur. Ni la guerre d'agression, ni la réplique guerrière aux actes terroristes ne sont autorisées par l'Otan. La France ne doit pas cautionner de

telles opérations militaires, qui sont manifestement illégitimes, au regard de la disproportion inouïe qui existe entre l'objectif assigné (la destruction d'un réseau terroriste) et les moyens utilisés.

Comme au Kosovo, les Américains ne mènent pas en Afghanistan une guerre de libération puisqu'ils méprisent l'opinion des artisans futurs de la libération effective et de la paix. La France devrait soutenir publiquement Zaher Shah et tous ceux qui envisagent favorablement son retour et faire écho, de toute la puis-



sance dont nous sommes capables quand nous le voulons, à leur dénonciation des bombardements qui prolongent le martyre du peuple afghan.

Nous ne soutenons pas, pour le principe, une cause monarchique. En Afghanistan, comme dans les Balkans, tout homme de paix est le bienvenu, car la guerre civile est le plus grand des maux – surtout quand elle se double d'une agression militaire extérieure. Nous voulons simplement agir en citoyens français, et en journalistes porteurs de revendications minimales.

Nous ne demandons pas aux dirigeants de notre pays de tirer les conséquences des effets terriblement pervers de l'ultra-

libéralisme. Nous ne leur demandons pas de s'interroger sur l'hégémonie des États-Unis, dont ils se font les complices, et de mettre en question l'idéologie américaine qui est le négatif des valeurs européennes (1). Le président de la République et le Premier ministre méprisent toute réflexion approfondie, ils ne réagissent qu'en fonction de leurs intérêts du moment.

Nous ne demandons pas au président de la République et au Premier ministre de dénoncer l'impérialisme américain, de s'opposer aux décisions de l'Otan, d'entraîner leurs partenaires européens sur d'autres chemins diplomatiques. Il suffirait qu'ils soient, à leur habitude, irrépressibles et pusillanimes – qu'ils s'en tiennent à une solidarité formelle avec les Américains, qu'ils diffèrent leurs réponses aux sollicitations avant de décider de ne pas s'engager. Hélas, MM. Chirac et Jospin ont choisi une forme supérieure de lâcheté : celle qui consiste à envoyer les autres se faire tuer pour rehausser une réputation de chef de guerre ou d'éminent moralisateur.

Nous leur demandons simplement de respecter la Constitution qui stipule que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ».

Nous leur rappelons, enfin, qu'ils sont déjà passibles de la Haute Cour, pour avoir participé à la guerre d'agression contre la Yougoslavie sans l'autorisation du Parlement.

Le chef de l'État s'abaissant au rang de préfet impérial, le chef du gouvernement ordonnant à des éléments de l'Armée française de jouer les supplétifs dans une opération punitive, désastreuse pour le peuple Afghani : c'est intolérable.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. le dossier sur l'Amérique publié dans notre revue *Cité*, n° 33